

Dans un cercle vicieux?

Autour du thème «Comment gérer le portefeuille économique du Luxembourg?», Jeannot Krecké, Michel Wurth, Lucien Thiel et Charles Goerens sont revenus sur les atouts du pays, mais ont aussi pointé les lourdes contraintes auxquelles il doit faire face.



Lucien Thiel (député)



Michel Wurth (président de Union des Entreprises Luxembourgeoises)



Charles Goerens (député européen)

Nicolas Raulot (texte), David Laurent/Wide (photos)

«Le Luxembourg est-il dans un cercle vertueux ou au contraire est-il plongé depuis deux ans dans un cercle vicieux dont il ne parvient pas à s'extraire?» Intervenant en préambule de la table ronde «Comment gérer le portefeuille économique du Luxembourg?», organisée le 11 novembre dans le cadre du paperJam Business Club et animée par Jean-Michel Gaudron, rédacteur en chef de *paperJam*, le directeur de la **Chambre de Commerce, Pierre Gramegna**, a d'emblée posé la problématique.

Alors que le pays enregistrait il y a peu une croissance deux fois supérieure à celle de ses grands voisins, la réponse à la question ne va plus forcément de soi aujourd'hui. Certes, le Grand-Duché peut miser sur ses atouts historiques pour sortir de cette passe difficile. «Nous conservons une marge de manœuvre politique, car nous sommes un petit pays et nos voies administratives sont courtes», a rappelé le député européen **Charles Goerens**. Ce pays a une capacité de régénération. Depuis 1839 (date de naissance du Luxembourg, n.d.r.), le Luxembourg est un pari sur l'avenir. Nous l'avons toujours gagné. Les Cassandre ont

toujours eu tort. Il nous faudrait simplement plus de confiance en nous-mêmes. Les agences de notation ne nous rendront pas la vie trop dure si nous préservons notre trésorerie et notre capacité d'endettement.»

Perspectives intactes?

Les perspectives de développement semblent encore intactes. «Après les niches de souveraineté, nous devons créer des niches de compétence, a poursuivi **Lucien Thiel**, député CSV et ancien directeur de l'ABB (Association des Banques et Banquiers Luxembourg). Il n'y a pas d'autres voies possibles que la diversification et nous devons avant tout miser sur les services. L'e-commerce est un créneau dont nous devons poursuivre le développement. Nous disposons, par ailleurs, d'une plateforme fantastique avec l'Université du Luxembourg. Aujourd'hui, il nous est possible de faire de la recherche.»

Pour **Jeannot Krecké**, ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, il faut sortir des sentiers battus et encourager les entreprises à être actives sur d'autres marchés. «La diversification de l'économie doit aussi être géographique. C'est pour cela



Jeannot Krecké (ministre de l'Economie et du Commerce extérieur)

que nous allons jusqu'en Angola (où une mission économique vient tout juste d'être organisée, ndlr.). Car, si demain toute l'Europe de l'Ouest est en crise, nous aurons également un problème.»

Lucide, le ministre de l'Economie s'est néanmoins gardé de tout excès d'optimisme, bien au contraire: «Ce que la place financière a donné au Luxembourg, aucun autre secteur ne le remplacera d'une année sur l'autre, ni même à moyen terme. Et ce n'est pas demain qu'on retrouvera une niche de souveraineté, comme le commerce électronique.»

Un peu plus tôt, Pierre Gramegna avait également insisté sur les contraintes et l'inertie qui pèsent sur le modèle économique luxembourgeois: «Le Luxembourg exporte plus de la moitié de ses biens et services dans les trois pays voisins (Allemagne, Belgique, France). Aller en Chine, c'est bien, mais cela ne changera rien à moyen terme. La place financière est prédominante et malgré les emplois que nous créons, nous ne parvenons pas à enrayer la hausse du chômage.»

Michel Wurth, qui s'exprimait en tant que président de l'UEL (Union des Entreprises Luxembourgeoises), a alerté sur les risques du modèle social luxembourgeois, alors que les

entreprises locales s'inscrivent dans une concurrence internationale. «L'indexation des salaires sur les prix (que le gouvernement a choisi de maintenir, ndlr.) nourrit l'inflation. La vérité, c'est que nous perdons en compétitivité. A chaque fois que le salaire social minimum augmente, on tue des emplois.»

Lucien Thiel a estimé que le problème initial était un problème d'analyse. «Moi, je ne parlerais pas de crise, mais des crises. Il y a une crise mondiale, mais il y a aussi une crise nationale, qui est, elle, structurelle. Nos recettes sont en baisse de façon structurelle, pas seulement conjoncturelle. Et la place financière représente presque la moitié de nos recettes fiscales, si on prend également en compte les effets indirects. Après la résorption de la crise mondiale, nous allons devoir nous attaquer à notre crise à nous.»

Modifier nos habitudes

De son côté, Charles Goerens a recommandé que le Luxembourg se préoccupe davantage de ce qui se prépare à Bruxelles, alors qu'environ un quart des textes de loi votés à la Chambre des députés découlent directement de directives européennes. «Je plaide pour une redynamisation du système décisionnel politique luxembourgeois. Il faut que nous sachions, à un stade précoce, ce qui nous attend, dès les prémices d'un texte à Bruxelles. Nous devons modifier nos habitudes et ne pas nous contenter de transposer les directives.»

Lucien Thiel a indiqué que le Parlement luxembourgeois avait amorcé un travail dans cette direction: «A la Chambre, nos habitudes changent de fond en comble. Nous analysons tous les documents publiés avant les directives.»

En l'absence de Jean-Claude Reding, président de l'OGBL et de la Chambre des Salariés, qui avait annulé sa présence quelques jours plus tôt, les intervenants ont aussi insisté sur la nécessité de préserver le consensus à la luxembourgeoise. Mais le ministre Krecké a aussi fait part d'une certaine lassitude à ce sujet: «Je n'ai plus envie de discuter pendant des heures de choses évidentes. La place financière a perdu plus de 1.000 emplois en une année. Et un emploi financier perdu, c'est un contribuable important en moins. Nous avons longtemps profité d'un effet multiplicateur, maintenant nous allons souffrir d'un effet boule de neige. Il ne faut pas nier les évidences.» ●

JEANNOT KRECKÉ

«Je devrais démissionner»

«Si je me prenais vraiment au sérieux et si j'étais honnête avec moi-même, je devrais démissionner.» Jeannot Krecké, ministre LSAP de l'Economie et du Commerce extérieur, a fait cet aveu dans le cadre de cette table ronde. Il répondait à une question posée par Gary Kneip (à la fois directeur de la société informatique SecureIT et vice-président de la CLC, sur l'efficacité de son action au gouvernement. «Le ministre de l'Economie est un ministre de coordination. Je n'ai pas les instruments. Je me fâche très souvent», a ajouté Jeannot Krecké. Le ministre a insisté sur la nécessité et l'urgence de «faire bouger le pays de façon drastique», mais a reconnu une certaine impuissance. ●

Pierre Gramegna
(Chambre de Commerce)



Nicolas J. Ries (*Economist Club*)



Alain Berwick (*RTL*) et
Mike Koedinger (*Mike Koedinger Editions*)



TABLE RONDE

Des débats passionnés

Plus de 100 personnes ont assisté aux échanges, le 11 novembre à la Chambre de Commerce, autour de la gestion du «portefeuille économique» du Luxembourg.

David Laurent/Wide (photos)

Retrouvez toutes les photos sur
www.paperjam.lu

Gary Kneip (*SecureIT*)



Nico Hoffeld (*Mindforest*)



Brigitte Dethier (*ING*)



Paul Schoenberg (*Amcham*)



Joseph Jean Aghina (*Abalone*)



Michèle Detaille
(*No-Nail Boxes*)